

# SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

**Doc. XII-bis**  
**n. 96**

## **ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

**PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA**  
**(Parigi, 2-4 giugno 2004)**

—————

Raccomandazione n. 745  
su sicurezza e difesa in Estonia, Lettonia e Lituania

—————  
*Annunziata il 13 luglio 2004*  
—————

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE  
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA  
SICUREZZA E DELLA DIFESA**

**PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA  
(Parigi, 2-4 giugno 2004)**

Raccomandazione n. 745  
su sicurezza e difesa in Estonia, Lettonia e Lituania

*Annunziata il 13 luglio 2004*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Constatant avec satisfaction que l'adhésion de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie à l'OTAN et l'Union européenne complète le processus d'intégration de ces pays et des autres pays de l'Europe centrale dans la communauté euro-atlantique, tout en maintenant un esprit de coopération et de partenariat constructifs avec tous les pays voisins;

(ii) Considérant que cet événement historique clôt un chapitre douloureux de l'histoire de ces trois Etats;

(iii) Rappelant le rôle pionnier joué par l'UEO qui fut la première organisation européenne à accueillir les trois Etats baltes, d'abord dans son forum de consultation puis en tant qu'associés partenaires de l'UEO, en vue de les préparer à leur intégration à l'Union européenne, avec la perspective de leur adhésion à l'UEO;

(iv) Se félicitant vivement des contributions constructives et engagées de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie aux travaux de l'UEO et notamment de leurs

délégations parlementaires aux activités de l'Assemblée;

(v) Reconnaissant également les efforts constructifs des trois pays baltes en vue de renforcer la coopération entre les pays nordiques et d'établir une politique de partenariat et de bon voisinage dans la région;

(vi) Exprimant son soutien à la poursuite des réformes nécessaires pour adapter les dispositifs de sécurité et de défense des trois pays baltes aux nouvelles missions qui découlent de leur appartenance à l'OTAN et à l'UE;

(vii) Soulignant les efforts déployés par l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en matière de sécurité et de défense, en coopération et individuellement, pour répondre aux nouveaux défis à la sécurité nationale, européenne et internationale ;

(viii) Soulignant les contributions remarquables de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie à la sécurité et à la stabilité européennes et internationales, et notamment dans le domaine du maintien de la paix grâce à la présence d'unités militaires de ces trois pays dans les Balkans, en Afghanistan, en Irak et dans d'autres zones de crise;

(ix) Soulignant l'apport qualitatif et capacitaire des trois pays aux forces de l'OTAN, notamment à la Force de réaction de l'OTAN (NRF), et à l'objectif global de l'Union européenne;

(x) Encourageant les trois Etats à poursuivre et à approfondir leur coopération dans les domaines d'intérêt commun, notamment en matière d'armements et de moyens navals et aériens;

(xi) Soulignant l'importance pour les autres Etats européens membres de l'OTAN et/ou de l'UE de continuer à soutenir et à assister les trois pays dans la poursuite de leurs projets de sécurité et de défense;

(xii) Soutenant la décision du Conseil de l'Atlantique nord de déployer des moyens aériens de l'OTAN en Lituanie pour assurer la surveillance et la protection de l'espace aérien commun aux trois Etats;

(xiii) Confiante, dans ce contexte, dans le succès du dialogue poursuivi entre l'OTAN et la Russie en vue de convaincre cette dernière que ces mesures de surveillance aérienne ne portent pas atteinte à ses intérêts de sécurité;

(xiv) Soulignant cependant que les intérêts et les besoins de sécurité des trois pays baltes, en tant que membres de l'Alliance, sont indissociable de ceux des autres Etats membres et qu'il ne saurait y avoir une garantie de sécurité à géométrie variable;

(xv) Saluant la disponibilité de principe de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie d'adhérer au Traité CFE sur la réduction des forces conventionnelles en Europe tel que révisé en 1999, dès que celui-ci aura été ratifié par tous les signataires et entrera en vigueur;

(xvi) Soulignant l'importance du rôle de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie pour l'élaboration de stratégies et de politiques de l'OTAN et de l'UE et pour l'établissement des relations avec tous les nouveaux pays voisins et notamment avec la Russie, l'Ukraine et le Belarus;

(xvii) Soulignant également l'importance que l'Union européenne et l'OTAN élargies se mettent d'accord avec la Russie sur toutes les questions découlant de la situation particulière de la région de Kaliningrad à la satisfaction de toutes les parties intéressées;

(xviii) Soutenant la poursuite des réformes politiques, économiques et sociales visant à moderniser et à renforcer la démocratie et l'Etat de droit dans les trois pays baltes;

(xix) Considérant qu'il est important, dans ce contexte, pour les trois pays baltes de poursuivre leur politique d'intégration des minorités et de se doter des moyens légaux, humains et matériels pour combattre la menace de la criminalité organisée et des entreprises d'origine criminelle ayant des ramifications internationales;

(xx) Rappelant que les trois pays baltes remplissent désormais les conditions établies par les pays membres de l'UEO lors de la signature du Traité de Maastricht pour être invités à adhérer à l'UEO dans des conditions à convenir conformément à l'article XI du Traité de Bruxelles modifié ;

(xxi) Considérant l'intérêt légitime des trois pays en question de profiter de la garantie de sécurité du Traité de Bruxelles modifié qui est liée au dispositif de l'OTAN, compte tenu notamment de la

faiblesse des dispositions relatives aux obligations en matière d'assistance mutuelle prévues dans le projet de Constitution pour l'Union européenne,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'appliquer à la lettre la Déclaration des Etats membres de l'UEO sur « le rôle de l'Union de l'Europe occidentale et sur ses relations avec l'Union européenne et avec l'Alliance atlantique », adoptée à Maastricht, le 10 décembre 1991, ainsi que les dispositions sur les relations avec les Etats membres de l'OTAN et de l'UEO qui figurent dans la Déclaration ministérielle de Petersberg, du 19 juin 1992, et d'inviter l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie à des négociations en vue de leur adhésion au Traité de Bruxelles modifié dans des conditions à convenir conformément à l'article XI du même Traité.

**N. B. Traduzione non ufficiale****Raccomandazione n. 745  
su sicurezza e difesa in Estonia, Lettonia e Lituania**

L'ASSEMBLEA,

(i) Constatando con soddisfazione che l'adesione di Estonia, Lettonia e Lituania alla NATO e all'Unione europea completa il processo di integrazione di tali paesi e degli altri paesi dell'Europa centrale nella comunità euroatlantica, mantenendo uno spirito di cooperazione e partenariato costruttivo con tutti gli Stati vicini;

(ii) Considerando che tale avvenimento storico chiude un capitolo doloroso della storia di questi tre Stati;

(iii) Ricordando il ruolo pionieristico svolto dall'UEO, che è stata la prima organizzazione europea ad accogliere i tre Stati baltici, in primo luogo nel suo forum di consultazione e poi come partner associati all'UEO, con la prospettiva dell'adesione all'UEO e al fine di prepararli all'integrazione nell'Unione europea;

(iv) Accogliendo favorevolmente l'impegno e il contributo costruttivo di Estonia, Lettonia e Lituania alle attività dell'UEO, e in particolare la partecipazione delle loro delegazioni parlamentari ai lavori dell'Assemblea;

(v) Riconoscendo inoltre gli sforzi costruttivi compiuti dai tre Stati baltici al fine di rafforzare la cooperazione tra i paesi nordici e stabilire una politica di partenariato e relazioni di buon vicinato nella regione;

(vi) Esprimendo sostegno per il proseguimento delle riforme necessarie per adeguare le strutture di sicurezza e difesa dei tre Stati baltici alle nuove missioni derivanti dalla loro appartenenza alla NATO e all'UEO;

(vii) Sottolineando gli sforzi individuali e collettivi compiuti da Estonia, Lettonia e Lituania in materia di sicurezza e di difesa, al fine di rispondere alle nuove sfide alla sicurezza nazionale, europea e internazionale;

(viii) Sottolineando i considerevoli contributi che Estonia, Lettonia e Lituania stanno rendendo alla sicurezza e alla stabilità in ambito europeo e internazionale, specialmente nel settore del mantenimento della pace, attraverso la presenza di unità militari nei Balcani, in Afghanistan, in Iraq e in altre aree di crisi;

(ix) Sottolineando il contributo qualitativo e quantitativo dei tre paesi alle forze NATO, in particolare alla Forza di reazione NATO (NRF) e all'obiettivo globale dell'Unione europea;

(x) Incoraggiando i tre Stati a proseguire e approfondire la loro cooperazione in settori di comune interesse, in particolare in materia di armamenti e di capacità navali e aeree;

(xi) Sottolineando l'importanza per gli altri Stati europei membri della NATO e/o dell'UEO di continuare a sostenere e as-

sistere i tre paesi nei loro progetti in materia di sicurezza e difesa;

(xii) Sostenendo la decisione del Consiglio atlantico di schierare capacità aeree NATO in Lituania per assicurare la sorveglianza e la protezione dello spazio aereo comune dei tre paesi;

(xiii) Confidando nel successo del dialogo in atto tra NATO e Russia al fine di convincere quest'ultima che tali misure di sorveglianza aerea non ledono i suoi interessi in materia di sicurezza;

(xiv) Sottolineando tuttavia che gli interessi e le esigenze in materia di sicurezza dei tre Stati baltici, in quanto membri dell'Alleanza, sono inscindibili da quelli degli altri Stati membri e che non può esservi una garanzia di sicurezza a geometria variabile;

(xv) Accogliendo positivamente la disponibilità di principio di Estonia, Lettonia e Lituania ad aderire al Trattato CFE sulla riduzione delle forze convenzionali in Europa, rivisto nel 1999, una volta che sarà stato ratificato da tutti i firmatari ed entrato in vigore;

(xvi) Sottolineando l'importanza del ruolo di Estonia, Lettonia e Lituania per l'elaborazione delle strategie e delle politiche NATO e UEO e per l'instaurazione di relazioni con tutti i nuovi paesi vicini di tali organizzazioni, in particolare Russia, Ucraina e Belarus;

(xvii) Sottolineando inoltre che è importante che l'Unione europea e la NATO allargate risolvano, insieme alla Russia, tutti i problemi specifici concernenti la regione di Kaliningrad in modo soddisfacente per tutte le parti interessate;

(xviii) Sostenendo il proseguimento del processo di riforme politiche, economiche e sociali volte a modernizzare e rafforzare

la democrazia e lo stato di diritto nei tre Stati baltici;

(xix) Considerando che è importante, in tale contesto, che i tre Stati baltici proseguano la loro politica di integrazione delle minoranze e di acquisizione delle risorse giuridiche, umane e materiali necessarie per combattere la minaccia posta dalla criminalità organizzata e dalle attività criminali con ramificazioni internazionali;

(xx) Ricordando che i tre Stati baltici soddisfano ormai i criteri definiti dagli Stati membri dell'UEO in occasione della firma del Trattato di Maastricht per essere invitati ad aderire all'UEO secondo le condizioni da concordare in conformità con l'Articolo XI del Trattato di Bruxelles modificato;

(xxi) Considerando il legittimo interesse di tali tre Stati a beneficiare della garanzia di sicurezza del Trattato di Bruxelles modificato che stabilisce un legame con la NATO, specialmente in considerazione della debolezza delle disposizioni contenute nel progetto di Trattato Costituzionale dell'UE in materia di obbligo di assistenza reciproca;

#### RACCOMANDA AL CONSIGLIO

Di applicare alla lettera la « Dichiarazione dell'UEO sul ruolo dell'Unione dell'Europa Occidentale e le sue relazioni con l'Unione europea e con l'Alleanza atlantica » adottata a Maastricht il 10 dicembre 1991, nonché le disposizioni sul tema « relazioni tra l'UEO e gli altri Stati membri europei dell'Unione europea o dell'Alleanza atlantica » che figurano nella Dichiarazione di Petersberg del 19 giugno 1992, e di invitare Estonia, Lettonia e Lituania ad avviare negoziati ai fini dell'adesione al Trattato di Bruxelles modificato secondo le condizioni da concordare in conformità con l'Articolo XI di tale Trattato.

